SOMMAIRE

***Le billet du président****, Hubert GERARDIN* 1

***Le GEMDEV*** 2

***Les membres de l’ATM publient*** 3

***Mondes en Développement***, *tome 45, n° 179* 13

***Bulletin d’adhésion 2017*** 14



**Contact n°36 été-automne 2017**



Le billet du président

Ce bulletin me permet de vous communiquer des informations sur la vie de l’association en 2017 et ses projets en cours.

Deux conseils d’orientation scientifique ont été réunis dans les locaux du GEMDEV, à Paris, les 9 janvier et 3 juillet et l’assemblée générale s’est tenue le 2 juin à l’Université libre de Bruxelles. Ces rencontres nous ont permis de faire le point sur le suivi des activités de l’association et de préparer les manifestations scientifiques à venir.

*Les 33èmes journées ATM se sont tenues à l’Université Libre de Bruxelles*, en partenariat avec l’Institut de sociologie, du 22 au 24 mai 2017 sur le thème « Agricultures, ruralités et développement ». Le nombre de propositions de communications reçues, 360, a été en forte augmentation par rapport à celui enregistré aux journées précédentes. 90 communications ont été présentées dans 30 ateliers. Par ailleurs, 30 non-communicants ont participé aux journées qui ont traduit une riche approche pluridisciplinaire de la thématique.

*Le 32ème Cahier de l’Association Tiers-Monde* a été publié pour ces journées et distribué à l’ensemble des participants. Sous le titre « Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement », ce cahier de 210 pages, coordonné et réalisé par Jean Brot, rassemble 21 contributions présentées aux Journées ATM de Lille, organisées en partenariat avec le Centre lillois d’études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE).

*L’ouvrage « Mobilités et soutenabilité du développement »*, coordonné par Thierry Montalieu, Jean Brot et Hubert Gérardin est en cours d’impression. Il est publié aux Éditions Karthala et rassemble 15 communications présentées aux journées d’Orléans et qui ont été enrichies après évaluation.

Au cours du conseil de janvier, nous avons finalisé l’appel à communication et préparé l’organisation des *journées ATM 2018 de Grenoble*, organisées sous la direction de Catherine Figuière, en partenariat avec le Centre de recherche en économie de Grenoble (CREG) et le Groupement d’intérêt scientifique pour l’Étude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV, voir la présentation ci-dessous), sur le thème « *L’émergence en question. Marqueurs et dynamiques du développement*». Les 180 propositions de communications reçues sont en cours d’évaluation par des rapporteurs.

Une nouvelle manifestation scientifique, *un workshop en économie du développement*, est co-organisé par l’ATM, l’Université de Dschang du Cameroun, le Centre for Research in Economics and Management (CREA) de l’Université du Luxembourg et le Laboratoire international associé (LIA) CNRS Inégalités, sur le thème « Pertinence des politiques publiques dans les pays d’Afrique sub-saharienne », les 29 et 30 janvier 2018. Après l’appel à communication et les évaluations des propositions durant les derniers mois, les inscriptions des participants sont en cours pour cette manifestation décentralisée coordonnée par Arnaud Bourgain, Jean-Claude Vérez et Désiré Avom, doyen de la Faculté des Sciences économique et de Gestion de Dschang, qui accueillera le *workshop*.

Lors de l’Assemblée générale de Bruxelles, il a été décidé que *les journées ATM de 2019 seraient organisées sur le site de Metz de l’Université de Lorraine* par le Bureau d’économie théorique et appliquée (BETA-CNRS), sous la direction d’Olivier Damette, directeur du Département d’Économie appliquée. Le thème retenu, « Énergie et développement » a fait l’objet d’une présentation au conseil ATM du 3 juillet.

Au-delà de ces manifestations, le dynamisme de notre association repose sur l’investissement de chacun(e). En particulier, ce bulletin est ouvert aux contributions et aux informations de tous les membres du réseau (recherches, publications, formations,...).

Enfin, les retardataires trouveront dans ce bulletin le formulaire d’adhésion, les cotisations nous permettant de mener à bien en commun les acticités scientifiques présentées.

Hubert GERARDIN



*Le GEMDEV*

Le GEMDEV (Groupement pour l’Étude de la Mondialisation et du Développement), créé en novembre 1983 sous forme de GIS, Groupement d’intérêt scientifique, a été reconnu en 2014 comme structure fédérative de recherche FED 4244. Il rassemble des formations et des équipes de recherche de différentes universités et organismes. Créé en région Ile-de-France, il est devenu un réseau national. Le GEMDEV est interuniversitaire et pluridisciplinaire.

Le rôle du GEMDEV est de promouvoir les synergies entre les centres et équipes de recherche, les masters, les écoles doctorales travaillant sur :

* L’analyse de la mondialisation
* Les pays du Sud, les relations Nord-Sud
* Les conceptions, réalités, institutions et politiques du développement

**La pluridisciplinarité - Les séminaires, rencontres et groupes de travail**

Le GEMDEV rassemble des formations et des équipes de recherche de différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Il ne coordonne pas les recherches menées au titre de chaque équipe membre mais propose des thèmes transversaux permettant une confrontation des différentes disciplines sur un même thème et un enrichissement de leur réflexion.

Il organise des séminaires de recherche portant sur des thèmes  spécifiques (développement durable, TIC, décentralisations, mondialisations, gouvernance urbaine) ou des aires géographiques (Amérique latine, Afrique, Asie). Des groupes de travail pluridisciplinaires se réunissent régulièrement pendant un an ou plus ; les résultats de leurs travaux font l’objet de journées ou colloques interdisciplinaires ouverts et de diverses publications (ouvrage, numéro spécial de revue, etc.).

Se réunissent actuellement des groupes de travail sur : Les transformations des politiques de coopération ; Patrimoine et développement ; L’exploitation des ressources naturelles au Sud ; Prospectives du développement au XXIè siècle.

Le GEMDEV organise également des séminaires publics, par exemple sur la question du financement et de la financiarisation du développement en 2015 avec l’AFD ou des colloques, tel celui sur La Mesure du développement tenu à l’UNESCO en 2012, dont les enregistrements filmés sont en ligne…

**La coopération internationale**

Depuis sa création, le GEMDEV a systématiquement cherché à développer des coopérations avec des partenaires travaillant sur les mêmes domaines de recherche et, en particulier, avec des enseignants et chercheurs du Sud.

Il a ainsi développé des programmes de coopération avec divers établissements membres de l’Université de Bamako, au Mali, dans le cadre du programme Regards croisés France Mali puis sur la question des ressources naturelles au Sud et en particulier sur le secteur minier avec le GERSDA (Groupe d’étude et de recherche en sociologie et droit appliqué) ; il s’est étendu à l’Université Gamal Abdel Nasser de Conakry en Guinée et en particulier au CERE (Centre d’étude et de recherche en environnement) autour d’un programme sur l’impact de l’exploitation des ressources naturelles au Sud.

Depuis quelques années des partenariats ont été mis en place avec des enseignants-chercheurs chinois autour du travail conduit par le GEMDEV sur la présence chinoise en Afrique qui a conduit à la publication de l’ouvrage « Le temps de la Chine en Afrique, publié en 2012 aux Éditions Karthala, dans la Collection du GEMDEV. Ce programme a permis d’envoyer une dizaine d’étudiants en stage dans différents pays africains, mais également d’échanger avec nos collègues chinois, en particulier avec ceux appartenant à l’établissement appelé : University of International Business and Economics, School of International Trade and Economics, de Beijing.

Le GEMDEV a également des échanges réguliers avec des enseignants-chercheurs brésiliens des universités de Brasilia et de Rio de Janeiro.

Des collaborations récentes se sont développées avec l’Université du Québec à Montréal (plus précisément avec le CIRDIS, Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société) sur les questions des politiques de coopération et des ressources minières au Sud.

Le GEMDEV est membre de l’EADI (Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement dont le siège est à Bonn) qui regroupe dans le domaine des sciences humaines et sociales des chercheurs de tous les pays européens (y compris d’Europe de l’Est). L’EADI organise une grande conférence internationale thématique tous les 3 ans.

Des collaborations se sont établies au fil des ans avec des organismes internationaux tels que la Commission européenne, l’Organisation internationale du travail (OIT), la Banque mondiale, l’Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (et en particulier avec son Centre de développement), l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l’United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), etc.

**Les partenariats**

Le GEMDEV travaille également en partenariat avec plusieurs organisations de la société civile, telles Aide et Action dans le cadre du PCPA PROJEG (coopération franco-guinéenne), le CCFD, Coordination Sud, le GRET, le RITIMO, Solidarité laïque, …

Des collaborations régulières ont été «également été établis avec plusieurs directions de l’AFD, Agence française de développement.

Un partenariat régulier et fructueux a été mis en place avec l’IAC, Institut agronomique néo-calédonien aboutissant à la publication d’un ouvrage en novembre 2016 aux Editions Karthala « La Nouvelle-Calédonie face à son destin ».

**Les publications**

Le GEMDEV a publié 31 Cahiers du GEMDEV, tous consultables en ligne sur le site de la bibliothèque numérique de l’Université Paris 8.

Il a mis en place une collection en collaboration avec les éditions Karthala ; une vingtaine d’ouvrages ont ainsi été publiés.

Enfin le GEMDEV poursuit un partenariat régulier avec des revues, en particulier avec la Revue *Mondes en développement* et l’Association Tiers Mondes. Il a ainsi pris en charge la publication de plusieurs dossiers de cette revue. Le GEMDEV est associé à l’organisation des XXIVes journées ATM, qui se tiendront à Grenoble en 2018. Rappelons que le GEMDEV avait accueilli ces journées en 2003 à Paris.

Pour en savoir plus : www.gemdev.org



Nous vous proposons les notes de lecture rédigées par des adhérents de l’ATM sur des ouvrages écrits ou auxquels d’autres membres ont contribué. Elles sont parues dans les numéros 176 et 179 de *Mondes en développement*.

<http://www.mondesendeveloppement.eu/>

**Pierre CAMPAGNE et Bernard PECQUEUR**

*Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation*

Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2014, 267 p.

Un nouveau modèle de développement du territoire pour s’adapter à la mondialisation et au modèle néolibéral qui n’a pas réussi à ce que la population mondiale puisse satisfaire globalement ses besoins fondamentaux : c’est le message fort de ce livre bien argumenté, bien documenté, présenté par deux universitaires, l’un est économiste-sociologue, l’autre économiste-aménageur. Les deux auteurs ont vu leur expérience s’enrichir lors de nombreuses missions scientifiques internationales et dans l’animation de groupes de recherche sur les pays du pourtour méditerranéen. En conséquence, bien plus que les prémices d’un modèle de développement territorial, les différents chapitres développent les composantes essentielles du modèle : le territoire et sa définition, les ressources génériques, les ressources spécifiques, la ressource territoriale et sa valorisation durable, la gouvernance du développement territorial et son évaluation par la compétitivité et la performance.

D’abord, il faut passer d’une conception de l’espace-lieu dans lequel les entreprises cherchent à minimiser les coûts de transport, de main-d’œuvre, d’accès à des matières premières, à la notion d’espace territorial créé par les acteurs présents sur le territoire. Les auteurs proposent alors de distinguer entre trois types de zones rurales : les zones favorables, intermédiaires et difficiles. C’est pour ce dernier type que le développement territorial est le plus nécessaire. Il s’agit, en effet, de transformer les ressources génériques en ressources spécifiques dont la mise en valeur peut générer une « rente de qualité territoriale » qui se constitue lorsque se cumulent un effet-qualité lié aux biens spécifiques et un effet-territoire lié à l’image du territoire.

La valorisation des biens spécifiques, combinaison de ressources territoriales de qualité, peut permettre de constituer un panier de biens et de services qui renforce la mise en valeur du territoire et la capacité de commercialisation de tous les produits bénéficiant de l’image : tout ceci suppose, cependant, une coordination de tous les acteurs du territoire et une forme particulière de gouvernance. La gouvernance du développement territorial est une condition de la valorisation durable des ressources spécifiques du territoire.

Ce livre est un véritable traité de développement territorial que les auteurs inscrivent dans l’histoire du développement rural et qu’ils illustrent d’une petite dizaine d’expériences observées dans différents pays. Le livre contribue ainsi à la théorisation de la pensée sur le développement.

**Bernard GUESNIER**

Université de Poitiers

**Roberta RUBINO**

*La production du coton biologique et équitable au Mali. Au-delà du don et du marché*

Paris, L’Harmattan, Collection Ethnographiques, 2015, 182 p.

Cet ouvrage est tiré d’une thèse en anthropologie sociale et ethnologie à l’École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, soutenue en 2013.

Le Mali est un des plus gros producteurs de coton d’Afrique de l’Ouest et exporte l’essentiel de sa production, qui est fournie par de petites exploitations familiales. Cultivé en rotation, le coton a apporté des ressources monétaires aux producteurs, tout en permettant la croissance des cultures vivrières. Comme toute culture produite pour l’exportation, il subit les aléas du commerce international, la concurrence déloyale, et pâtit également de politiques nationales qui manquent souvent de perspective à long terme. Depuis les années 1990, quand des problèmes de rentabilité se sont posés, le prix au producteur a fréquemment constitué la première variable d’ajustement. C’est dans ce contexte d’instabilité internationale, qui se traduit par un accroissement de la vulnérabilité des producteurs, que des projets de production bio-équitable ont été lancés par l’organisation non gouvernementale Helvetas, dans plusieurs pays d’Afrique, dont le Mali.

L’ouvrage débute par le récit de la découverte du sujet par l’auteure lors de l’*ethical fashion show* de 2006, au Tapis Rouge à Paris. Roberta Rubino s’intéresse ensuite à l’artisanat d’art et au bogolan grâce à sa rencontre avec l’artiste Ballaski dont l’atelier est installé sur la troisième colline de Bamako, la colline de Lassa, celle de l’Espoir[[1]](#footnote-1).

Dans les chapitres 2 à 6, elle reprend de façon synthétique l’histoire cotonnière et textile du Mali (chapitre 2), décrit les modalités des projets de coton bio-équitable d’Helvetas (chapitre 3) et leurs limites, à partir d’un travail de terrain de plusieurs mois (chapitre 4 à 6). Dans le chapitre 7, elle revient vers les fondamentaux de l’anthropologie et de la sociologie pour situer sa propre interprétation du commerce équitable.

D’un point de vue économique, un des principaux freins à l’expansion de débouchés réside, semble t-il, dans le manque de capacité de transformation sur place qui oblige à envoyer le coton en Inde, afin d’y être filé et transformé.

Le travail très consciencieux de l’auteure, basé sur des rencontres avec les principaux acteurs du secteur, notamment du Mobiom (Mouvement biologique malien), et des enquêtes qualitatives auprès des producteurs et productrices du village de Sibirila, débouche sur de nombreuses critiques des projets de coton bio-équitable et du commerce équitable en général.

Un des principaux objectifs du commerce équitable est de faire valoir d’autres critères que les prix dans des relations commerciales entre consommateurs avertis et petits producteurs des pays du Sud. Or, positionné de façon instable entre don et marché, le commerce équitable peine à prouver sa différence dans les périodes de crise où les critères de choix prioritaires des consommateurs redeviennent les prix. L’auteure met également en cause le mode de gouvernance des associations de commerce équitable qui semble contradictoire avec les objectifs affichés : par exemple, peu de place est accordée aux producteurs du Sud dans leurs instances de décisions.

À partir du cas du coton bio-équitable au Mali, Roberta Rubino montre que les valeurs affichées dans les critères du commerce équitable prennent peu en compte le contexte local et reflètent surtout des valeurs occidentales. Pour ce faire, elle s’appuie, notamment, sur deux questions particulièrement importantes dans le secteur rural des pays du Sud : la place des femmes et le travail des enfants. Sur ces sujets, elle bouscule les idées reçues et révèle qu’au-delà de l’économique, il est nécessaire de s’intéresser de façon beaucoup plus approfondie aux contextes sociaux et culturels pour éviter d’imposer des « trucs de blancs » dont les effets seraient déstructurants.

**Claire MAINGUY**

BETA/université de Strasbourg

**Moïse Tsayem DEMAZE**

*Les relations Nord-Sud pour atténuer le changement climatique. Du développement propre à la déforestation évitée*

Paris, L'Harmattan, 2015, 407 p.

L’auteur s’intéresse aux deux principaux mécanismes de lutte contre le changement climatique, associant les pays du Nord et les pays du Sud : le mécanisme de développement propre (MDP) et la réduction de l’émission de gaz à effet de serre (GES) résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*, REDD). Les pays du Nord, dans ces deux systèmes, comprennent l’ensemble des pays, qui, conformément à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée en 1992, se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (pays de l’annexe 1), tandis que les pays du Sud, en développement, ne sont pas soumis à de telles obligations. Le MDP permet aux pays développés d’atteindre leurs objectifs de réductions d’émissions de GES en finançant des projets visant à réduire les émissions de GES dans les pays en développement. Les investisseurs obtiennent des crédits d’émissions qu’ils peuvent utiliser pour atteindre leurs propres objectifs de limitation des GES ou les vendre à d’autres entreprises des pays développés. Le principe fondamental du REDD, de son côté, était initialement de récompenser ou de rétribuer les pays en développement parvenant à réduire la déforestation ou la dégradation des forêts. Avec le REDD+, ce mécanisme a été étendu aux projets, visant aussi à gérer durablement les forêts ou à augmenter les stocks de carbone dans les sols forestiers.

L’auteur analyse le mode d’organisation, de fonctionnement et de contrôle de ces deux mécanismes. L’instauration du MDP implique le respect d’une série de procédures depuis le montage et l’approbation du projet jusqu’à la délivrance des « crédits carbone », après vérification et certification du projet par les autorités compétentes. L’originalité de ces deux mécanismes est d’associer étroitement les acteurs du Nord et du Sud dans la lutte contre le changement climatique ; les pays du Sud peuvent bénéficier de la mise en œuvre de nouvelles technologies, notamment dans le cas des MDP, tandis que ceux du Nord, assujettis à une limitation des émissions de GES, peuvent respecter leurs engagements dans le cadre d’un système plus flexible. Une cartographie, construite par l’auteur, permet de visualiser l’association, par pays, entre les acteurs du Nord et du Sud tant pour le MDP que pour le REDD+. De nombreux exemples de MDP et de REDD sont analysés. Un chapitre est ainsi consacré au processus de mise en œuvre du REDD+ au Brésil, qui dispose de la plus grande étendue mondiale de forêt tropicale et qui est un « acteur majeur de la REDD+ dans les arènes internationales » ; un autre chapitre est consacré sur ce même sujet à Madagascar, « *hot spot*» de biodiversité et pays de « mégabiodiversité ».

Moïse Tsayem Demaze souligne les difficultés de mise en œuvre du MDP et du REDD+ et les résultats parfois limités obtenus dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le chapitre 3 est d’ailleurs consacré aux « travers du MDP : des critiques concordantes révélatrices d’une faiblesse multidimensionnelle ». Les critiques des organisations non gouvernementales qui suivent ces projets amènent à en relativiser leur capacité à réduire les émissions de GES et à favoriser le développement durable dans les pays du Sud. De plus, les mécanismes mis en œuvre dans le cas du MDP comme du REDD+ n’ont pas su impliquer les populations locales. Pour conclure, l’auteur estime qu’il serait nécessaire, au niveau international, de prendre de mesures plus fortes en faveur non seulement d’une réduction des GES, mais encore en faveur de l’adaptation aux changements climatiques. Cette adaptation devient une « option politique et scientifique qui ne devrait plus être négligée ».

**Jacques POIROT**

Université de Lorraine

**Philippe HUGON**

*Afriques. Entre puissance et vulnérabilité*

Paris, Armand Colin, 2016, 272 p.

Philippe Hugon nous offre son dernier ouvrage sur l’Afrique. C’est un moment de synthèse d’une réflexion profonde sur ce continent que lui-même qualifie de pluriel. Chacune des pages nous rappelle que c’est en économiste engagé qu’il a été, et reste, un très fin connaisseur et analyste de ce continent ; ses multiples écrits (plus de vingt-et-un ouvrages sur l’Afrique en dehors de ses nombreux articles et rapports) depuis les années soixante sont d’ailleurs assez souvent repris dans ce livre. Cette analyse, assise sur ce temps long de l’observateur, s’accompagne d’une réflexion sur les futurs de ces 54 pays constituant ce continent.

Structuré en cinq parties, cet ouvrage permet de comprendre les trajectoires passées et futures de ces Afriques. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte le poids de l’histoire, les déterminants internes culturels, sociaux et politiques, leur insertion internationale et les enjeux géopolitiques afin de saisir les défis multiples permettant d’envisager quelques scenarios d’avenir. C’est un travail de synthèse imposant : à peu près tous les sujets relatifs à l’Afrique sont abordés. De ce fait, l’économiste est obligé de mobiliser d’autres disciplines, afin de mesurer les contraintes, les défis, et d’expliquer les singularités des changements (développement… non-développement) vécus par ce continent. Les réflexions sur les enjeux géopolitiques, les conflits, la fragilité des États sont très instructifs et contribuent fort justement à comprendre la complexité des situations auxquelles le continent est confronté. L’approche de Philippe Hugon nous rappelle aussi que l’*homo economicus* (si tant est qu’il ait existé quelque part sur cette terre) est un regard bien myope pour agir en Afrique, de même qu’une approche prônant la décroissance, tant les besoins d’éducation, de santé, de sécurité alimentaire, ne sont pas satisfaits : il y a des effets de seuil à prendre en compte. On se trouve bien par cet ouvrage dans une approche pleinement justifiée en termes de champ scientifique (*cf.* les travaux d’Etienne Leroy) et non de discipline scientifique.

Quel regard Philippe Hugon porte-t-il sur ces trajectoires africaines ? Au risque de l’édulcorer, c’est un regard qui n’est ni du registre de l’afro-pessimisme, ni celui, opposé, de l’afro-optimisme. C’est un regard clair sur les multiples contraintes que le lecteur peut assez facilement hiérarchiser : le continent se trouve confronté à une «*interdépendance des facteurs exogènes et endogènes* » qui expliquent les cycles politico-économiques considérés par Philippe Hugon comme s’inscrivant sur un « *trend régressif*». L’insertion internationale demeure encore fortement axée sur le fonctionnement d’une économie de rente, peu créatrice de valeur ajoutée localement, et donc fortement vulnérable à une demande mondiale instable. Ces acteurs étrangers jouent toujours un rôle majeur dans ces trajectoires. On regrettera peut-être dans cet ouvrage le manque de précision sur les accaparements fonciers (les pays émergents ne jouent pas un rôle majeur, loin de là) et sur les nouveaux bailleurs de fonds, comme le Brésil, dont le rôle s’est totalement effondré après la présidence de Lula. En interne, la croissance démographique reste la plus forte du monde à l’horizon 2050, au risque de voir le dividende démographique se transformer en une impasse de transition démo-économique, tant la question de l’emploi des jeunes est non résolu. Le risque d’enfermement dans des trappes à pauvreté s’accompagne de trappes conflictuelles à même de s’installer, en particulier dans la région ouest-africaine.

Parmi les cinq scénarios pour l’avenir que retient Philippe Hugon, le plus probable est celui d’une accentuation des fractures territoriales, sociales et économiques et d’une différenciation croissante entre les grandes régions ; «*L’Afrique sera, selon toute vraisemblance, de plus en plus contrastée et différenciée, avec des trajectoires plurielles, des coexistences de zones de prospérité et d’innovations et de vulnérabilité, voire de conflictualité*».

Peut-on concevoir un modèle de développement soutenable pour l’Afrique ? En premier lieu, ce modèle ne sera pas celui des pays émergents asiatiques, tant les conditions internationales ont changé depuis l’avènement de ces miracles. Il faut, selon Philippe Hugon, des solutions « sur mesure » et non des « prêts-à-porter », en apportant des réponses aux défis majeurs et notamment à celui de l’insertion des jeunes ruraux et urbains dans des «*activités licites rémunérées*». Pour cela, il faut favoriser les espaces d’innovations et mettre en place des systèmes de formation, de financement d’organisations constitutives «*d’éco-systèmes et d’interdépendances au sein des territoires*»*.* Ces modèles n’émergeront que si des réformes macro-économiques conduisent à une fiscalité réductrice des inégalités, à une croissance inclusive. Donc, remettre en avant les priorités des fonctions régaliennes de l’État, assurant la transition démographique par le pouvoir des femmes, la scolarisation et la formation des jeunes. Si ces solutions sont à peu près connues de tous, il est toujours utile de les rappeler. Mais l’auteur insiste également sur le fait que «*le devenir de l’Afrique concerne aussi celui du vieux continent européen*» ; là, tout le travail de changement dans les représentations des relations entre l’Afrique et le vieux continent reste à faire…, tant les idées reçues doivent être dépassées et tant les modèles de coopération internationale ne sont plus du tout adaptés aux réalités et aux enjeux.

Philippe Hugon offre au lecteur attentif un ouvrage de référence ; même si beaucoup de faits présentés ont été écrits un nombre incalculable de fois, c’est la force de persuasion de ces propos qui en fera sa valeur et qui devraient interpeller tout un chacun, que celui-ci soit dans la sphère publique ou privée.

**Jean-Jacques GABAS**

CIRAD, UMR ART-DEV

**Philippe HUGON**

*Géopolitique de l’Afrique*

Paris, Armand Colin, 4ème éd., 2016, 128 p.

Cette édition mise à jour propose une bonne vulgarisation, dont le format compact n’engendre pas la simplification, qui ne peut manquer d’intéresser les experts du développement. L’ouvrage didactique de Philippe Hugon, économiste africaniste reconnu, professeur émérite à l’Université Paris Ouest Nanterre La Défense et chercheur à l’Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), présente la géopolitique comme un champ pluridisciplinaire qui puise ses sources dans l’économie et la démographie, ainsi que dans l’anthropologie culturelle et la science politique.

Le livre est structuré en quatre parties, comme une partition musicale dont le rythme conjugue le registre pluriel des Afriques et de la place de l’Afrique, au singulier, dans le concert des nations.

La première partie est consacrée aux marginalités et aux émergences qui marquent les contrastes de la mosaïque africaine ; elle retrace les étapes de la colonisation, puis aborde la diversité des économies au regard de leurs dotations en ressources naturelles et distingue, enfin, les puissances régionales (Afrique du Sud et Nigeria, Côte d’Ivoire et Éthiopie)

La deuxième partie, la plus longue de l’ouvrage, traite des jeux de pouvoirs et de contre-pouvoirs dans les divers champs chers à Pierre Bourdieu. En premier lieu, le champ culturel, linguistique, religieux et juridique. Ensuite, le champ du social et du politique structuré par la famille, les réseaux, une société civile encore embryonnaire et des États-nations de nature patrimoniale et contraints par l’ajustement structurel. Enfin, le champ économique, caractérisé par la rente et la dépendance extérieure : le commerce y est prépondérant et l’industrialisation demeure marginale.

La troisième partie examine trois grands enjeux internes à l’Afrique : la sécurité, le développement durable – sous l’angle de la démographie (VIH, migrations) et du climat (sécheresse) –, et l’alimentation. Il ressort que ces enjeux sont reliés et les solutions butent sur l’absence de droits, les défaillances du marché et les effets pervers de l’aide alimentaire.

La dernière partie situe l’Afrique dans le spectre des institutions internationales (Nations unies, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce), analyse l’intégration régionale tant politique qu’économique qui s’avère faible, et s’achève par un panorama de la coopération bilatérale et multilatérale.

La conclusion s’interroge sur l’enjeu stratégique de l’Afrique et sa capacité à s’ériger en acteur dans le jeu de la mondialisation au regard de scenarii contrastés : désynchronisation, arrimage ou ancrage régional.

Une bibliographie sélective, dont quelques références sont absentes, des sites web utiles et une liste des acronymes viennent compléter un ouvrage lucide qui contient également une cartographie bienvenue.

Gageons que le style alerte de l’auteur, qui cultive la formule, sera au goût du lecteur.

**Philippe ADAIR**

Université Paris-Est Créteil, ERUDITE

**Bonnie CAMPBELL, Jean-Jacques GABAS, Denis PESCHE et Vincent RIBIER (dir.)**

*Les transformations des politiques de coopération :*

*secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*

Paris, Karthala et Sainte Foy, Presses de l'Université de Quebec, 2016, 202 p.

L’ouvrage collectif porte sur l’évolution des politiques de coopération au développement. Pour les auteurs, les États du Nord sont « confrontés » à la montée de nouveaux acteurs, dont les pays émergents, les fondations, les entreprises privées et à leurs actions qui se développent dans un sens plus libéral, de sorte qu’il est nécessaire d’identifier ces transformations *via* une approche pluridisciplinaire. Du fait de la multiplicité des acteurs, des différents niveaux de coopération (local, bilatéral, multilatéral), et de la complexité des processus de décision, seule une analyse fine qui se concentre sur deux pays du Nord (Canada et France) et deux secteurs (agricole dans la première partie et minier dans la seconde), est à même d’apporter un éclairage utile.

En introduction, l’ouvrage rappelle les logiques de production des politiques de coopération pour le développement et analyse la place de la recherche scientifique dans l’élaboration de ces politiques. Tant au Canada qu’en France, on assiste à des transformations de la coopération au développement, aussi bien dans l’architecture institutionnelle de l’aide que dans les formes et les instruments de la coopération. Les objectifs assignés aux politiques « dites de coopération pour le développement » se sont multipliés et ont fini par perdre de leur lisibilité. Les frontières entre sphère publique et sphère privée tendent à s’estomper, au point de laisser place à des configurations institutionnelles hybrides. Enfin, le fossé entre normes internationales et spécificités nationales risque d’éloigner la mission que se donne la coopération. Une chose est de fixer des paradigmes comme la bonne gouvernance, la participation de la société civile ou des objectifs comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une autre est de mesurer leur degré réel d’application « sur le terrain ». Les auteurs regrettent une absence de perspective depuis le début des années 2000 et s’interrogent sur le processus de production des idées et des cadres référentiels. Jusque là, les politiques de coopération avaient suivi deux voies : la première considérait qu’elles se construisaient selon un processus rationnel (diagnostics, mise en œuvre et élaboration) ; la seconde était plus critique, en s’interrogeant sur les catégories mobilisées, sur les systèmes de représentation, sur l’instrumentalisation des pays du Sud par ceux du Nord. Avec le temps, les procédures sont devenues plus complexes, plus technicisées, rendant plus opaques les mécanismes de prise de décision, dans un contexte de consensus, puis de post-consensus, de Washington. *In fine*, l’aide publique au développement (APD) est-elle encore autonome et/ou répond-t-elle davantage à des influences politiques, diplomatiques, économiques ?

Dans le secteur agricole, le dispositif de coopération a occupé historiquement une place substantielle, tant au Canada qu’en France. Si son rôle stratégique a diminué, il demeure une priorité. On relève dans les deux pays à la fois des similarités (convergence vers un régime international de l’aide, technicisation de l’aide, recentrage des priorités, comme la sécurité alimentaire) et des différences (le contexte post-colonial en France, l’influence de la politique agricole commune (PAC) et le syndicalisme agricole ont abouti à une approche plus interventionniste et moins libérale qu’au Canada, influencé, par ailleurs, par le modèle de son voisin américain).

Dans le secteur minier (moins traité dans l’ouvrage que le secteur agricole), le Canada a d’abord privilégié l’attrait des investissements étrangers. C’est en raison de la concurrence internationale pour l’accès aux ressources naturelles que la politique de coopération a évolué ces dernières années en optant pour une promotion des intérêts économiques et commerciaux. Dans quelle mesure est-ce compatible avec un développement social et économique durable et plus équitable ?

En France, la politique de coopération dans le secteur minier a évolué depuis les indépendances pour amorcer un nouveau virage à partir des années 1980, alors que les cours des matières premières commençaient à stagner. Depuis, la montée des pays émergents et la demande croissante des matières premières coïncident avec le déclin de la politique minière française et le poids substantiel des firmes multinationales.

L’ouvrage, de lecture aisée, permet de bien comprendre l’évolution des politiques de coopération au développement de deux grandes nations, dans un contexte mondial évolutif. Il permet de bien mesurer encore le poids croissant des institutions internationales et des firmes multinationales, lesquelles, de fait, dépassent les frontières nationales et imposent une perception différente de la coopération. Ces évolutions impactent sur les objectifs et sur les modalités de la coopération, dans deux secteurs essentiels pour la planète : l’agriculture et les produits miniers. Les enjeux sont considérables et les rapports de force s’intensifient.

**Jean-Claude VÉREZ**

LEAD, université de Toulon

**Jacques BRASSEUL et Cécile LAVRARD-MEYER**

*Économie du développement.*

*Les enjeux d’un développement humain*

Paris, Armand Colin, 4ème édition, 2016, 384 p.

**Cécile LAVRARD-MEYER**

*Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*

Paris, Karthala, 2015, 634 p.

L’ouvrage de Jacques Brasseul sur l’*Économie du développement* est depuis 1989 un manuel reconnu en économie du développement. Cette 4ème édition est écrite à deux mains avec la contribution nouvelle de Cécile Lavrard-Meyer. Cette dernière livraison a le grand intérêt de présenter les diverses écoles de pensée en économie du développement, de ne pas oublier les fondateurs, de traiter à la fois des théories, des approches empiriques et des politiques. Il se réfère à la spécificité du Tiers Monde ou du Sud, même si celui-ci a progressivement perdu de sa pertinence. Il traite, au fur et à mesure des nouvelles éditions, de nouvelles questions d’actualité comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs de développement durable (ODD), les théories institutionnalistes ou les débats les plus récents à propos du rôle du numérique et des révolutions technologiques. Cet ouvrage est divisé en trois parties : sous-développement et développement, aspects internationaux du développement et politiques de développement. Bien entendu, tout ne pouvait être traité. J’aurais pour ma part mis davantage l’accent sur les questions environnementales, sur les conflits, sur les questions de vulnérabilité et les dimensions monétaires et financières.

L’apport de Cécile Lavrard-Meyer a enrichi cette nouvelle édition. Connue pour ses travaux sur les liens entre le développement économique et la démocratisation en Amérique latine et en Afrique, elle avait en 2015 publié un remarquable ouvrage sur *Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*. Cet ouvrage de plus de 600 pages mettait en relation l’entretien qu’elle avait eu avec l’ancien président de la seconde République au regard des travaux des historiens permettant de confirmer, ou d’infirmer, les réponses de Didier Ratsiraka. Il permettait de comprendre cet homme politique, brillant officier de marine, à la fois réaliste et utopique, marqué par le tiers-mondisme et la période de la guerre froide, ayant une vision mondiale mais souvent déconnectée de la réalité de la Grande Ile. La période de présidence de Ratsiraka a conduit à des réformes structurelles et institutionnelles considérables (sortie de la zone franc, départ des bases militaires, nationalisation des entreprises, rôle de l’armée, position internationale comme non aligné, etc.), sans réellement sortir le pays du sous-développement économique. La période de politique libérale de Ratsiraka n’a pas plus permis le développement économique que sa période socialiste. Cet ouvrage aide à comprendre le paradoxe malgache d’une économie régressive qui n’a pu sortir des trappes à pauvreté et qui, dès qu’il y a eu un cycle de reprise économique, a connu deux années plus tard une crise socio-politique qui remettait en question cette reprise.

Ces deux ouvrages sont ainsi très complémentaires, l’un se situant à un niveau général et l’autre étant une étude de cas expliquant les permanences du sous-développement économique. Nous conseillons de lire ces deux ouvrages qui abordent sous deux éclairages différents les énigmes des trajectoires sociohistoriques et économiques des « pays en développement ».

**Philippe HUGON**

Institut de relations internationales et stratégiques

**Jean-Michel SEVERINO, Jérémy HAJDENBERG**

*Entreprenante Afrique*

Paris, Odile Jacob, 2016, 288 p.

Cet ouvrage est une sorte de cri d’alarme pour aborder l’Afrique sous un autre angle et dans une autre perspective. Celle qui montre une voie possible vers une croissance soutenue afin de contribuer à l’amélioration des conditions sociales de ses habitants. C’est un ouvrage qui croit d’abord à une Afrique qui peut gagner les défis de la pauvreté et de l’emploi. C’est un ouvrage qui va fabriquer cette croyance en se fondant sur des récits d’entrepreneurs, des expériences qui réussissent dans des secteurs très différents : agroalimentaire, santé, éducation, nouvelles technologies de l’information, banque etc. C’est un ouvrage qui met au centre de sa démonstration le rôle majeur que pourront, voire devront, jouer les petites et moyennes entreprises en Afrique. Ces entrepreneurs sont pour beaucoup d’entre eux issus de la diaspora, mais pas seulement.

C’est donc un ouvrage très engagé qui porte une volonté réelle d’aborder l’Afrique autrement et de centrer aussi bien la réflexion que l’action sur le rôle du secteur privé. Il est vrai que les auteurs sont d’abord des investisseurs, directeurs du fonds d’investissement I&P. Toutefois, ce serait lire de façon partielle et partiale cet ouvrage en ne retenant qu’une voie laissant au marché ses supposées sacro-saintes vertus. En effet, il est aussi question du rôle des politiques publiques afin que ces entreprises se retrouvent dans un environnement favorable et plusieurs propositions sont avancées dont la mise en œuvre de *Small business acts*, ou encore de lois sur les petites entreprises.

L’ouvrage illustre bien toutes les dynamiques existantes, leurs potentiels, leurs freins, et leurs limites. Sa lecture amène à pointer souvent des aspects passés un peu trop vite au crible de l’analyse. Par exemple, concernant les présences chinoises, beaucoup d’idées reçues sont avancées sans qu’un recul nécessaire ne soit pris : non, les entreprises chinoises ne concurrencent pas le secteur manufacturier africain, non ce ne sont pas que des ouvriers non qualifiés chinois qui sont employés sur les chantiers, non les entreprises chinoises ne sont pas davantage que les entreprises européennes dans une logique de corruption (ce qui ne justifie aucunement leurs agissements), etc. Il en est de même avec cette montée d’une classe moyenne en Afrique. Les quelques travaux existants demeurent incertains sur le périmètre de cette classe moyenne dite du « ni-ni » (ni pauvre ni riche). Il y a une demande assez marquée dans les villes qui émane de cette catégorie de population mais elle reste limitée eu égard à la population totale. Un autre aspect présenté dans l’ouvrage concerne la grande distribution qui s’engagerait sur le continent. Dans certains pays, comme l’Afrique du Sud, un mouvement est peut-être là, mais ce n’est pas ce que l’on observe dans la plupart des pays d’Afrique au sud du Sahara et la « révolution des supermarchés » analysée par Thomas Reardon (Michigan State University) ne touche que très marginalement l’Afrique subsaharienne. Quant à la contrainte de financement de ces petites et moyennes entreprises, si celle-ci est parfaitement mise en avant comme frein majeur à leur développement, la question reste entière sur les outils à mobiliser. Peut-être qu’un regard distancié aurait été nécessaire pour mesurer les points positifs et négatifs dans la mise en œuvre de ces financements par les fonds d’investissement…

Si la question de la croissance démographique est développée et traitée comme une contrainte et une opportunité (bonus démographique), de récents travaux portés par le Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) dans le cadre du Programme rural et publiés dans un Atlas *« Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines »* auraient pu être mobilisés. En effet, ces travaux montrent bien l’enjeu de repositionnement des activités dans cette nouvelle ruralité afin de répondre aux défis de l’arrivée de jeunes sur le marché du travail dans un contexte de faible diversification économique. C’est peut-être vers l’imagination de nouvelles activités rurales, et non seulement agricoles, qu’il faudrait tendre ?

**Jean-Jacques GABAS**

CIRAD UMR ART Dev et Sciences Po Paris

**Mhammed ECHKOUNDI, Hicham HAFID et Yahia Abou EL FARAH (Coord.)**

*Bonne gouvernance et lutte contre la pauvreté en Afrique.*

*Cas du Maroc, Botswana, RDC, Ile Maurice et Gabon*

Rabat, Institut des études africaines, 2016,

série Recherches et études n° 19, 280 p.

Cet ouvrage collectif rédigé par neuf universitaires, résulte d’un travail de trois ans ayant regroupé des recherches au Gabon, à l’Ile Maurice, au Botswana et en République Démocratique du Congo. Il vise à lier les questions de la « bonne gouvernance » et de la lutte contre la pauvreté en Afrique à partir de cinq études de cas. Il est construit en trois parties agrémentées d’annexes. La première dresse les lieux de débat sur les concepts de « bonne gouvernance », d’une part, et de pauvreté de l’autre, avant d’analyser leur articulation. La seconde partie présente les cinq pays études de cas. La troisième partie s’appuie sur les études de terrain et sur la mobilisation des données existantes pour approfondir l’analyse de la pauvreté.

Cet ouvrage a un double mérite. Il est très clair et présente de manière pédagogique les concepts et leur mise en relation. Il repose sur des travaux de terrain. Il montre, de plus, l’intérêt que les chercheurs marocains portent à l’Afrique en phase avec le rôle que joue le Maroc en Afrique subsaharienne.

On peut toutefois regretter un côté un peu scolaire du travail et proche des catégories mobilisées par les organisations internationales ou les autorités nationales. Les définitions données aux concepts mobilisés témoignent d’un travail important, mais les concepts gestionnaires de bonne gouvernance ne sont pas questionnés au regard des enjeux politiques de gouvernement ou de gouvernementalité. De même, les indices de pauvreté ne sont pas mis au regard d’autres, comme les vulnérabilités, les exclusions ou les fractures sociales et territoriales. De manière plus générale, le travail reste un peu descriptif. Les études de terrain sont évidemment un apport essentiel mais on aurait aimé connaître les raisons des choix de cinq pays. Ceux-ci sont très hétérogènes et ne renvoient pas nécessairement à des types idéaux représentatifs.

Malgré ces limites, cet ouvrage sera très utile, notamment pour les décideurs africains et les étudiants.

**Philippe HUGON**

Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

**Jacques BRASSEUL**

*Histoire économique de l’Afrique tropicale. Des origines à nos jours*

Paris, Armand Colin, col. U Histoire, 2016, 368 p.

Les ouvrages d’histoire des faits économiques de Jacques Brasseul sont nombreux et font autorité. L’auteur a récemment publié une nouvelle mouture de son économie du développement. Son manuel sur *l’histoire économique de l’Afrique tropicale* est un travail ambitieux, peut être trop. Il remonte à l’origine de l’homme et des premiers hominidés africains pour se terminer sur le monde contemporain.

L’auteur délimite l’Afrique qu’il appelle, à la suite de géographes, l’Afrique tropicale, en considérant le Sahara comme une barrière ou un immense océan intérieur de sable. Il traite avec beaucoup d’érudition du Sahara à l’époque où il était verdoyant, puis de son rôle à l’époque du commerce transsaharien par les caravanes vaisseaux du désert. L’ouvrage présente la révolution néolithique et l’âge du fer entre - 700 et - 400 avant Jésus-Christ. Il aborde en profondeur les grandes migrations bantoues 2 000 ans avant notre ère. Il décrit longuement les grands empires d’Afrique de l’Est, d’Afrique de l’Ouest, et les chapelets de cités-États swahilis. L’auteur montre comment Djenné, centre commercial dès le 3ème siècle avant Jésus-Christ, a duré 1 600 ans. Les traites esclavagistes constituent des chapitres importants de l’ouvrage, de même que les empires djihadistes de Sokoto (1804-1903) ou peul du Macina (1819-1862). L’auteur rappelle le rôle de l’esclavage interne lié aux lignages ou les sacrifices humains de l’époque précoloniale. La colonisation est évidemment un temps fort de cette histoire économique. Ces différents développements ne sont que des illustrations des récits historiques d’un livre de 368 pages qui comprend 26 cartes, 17 tableaux et 23 encadrés. Cet ouvrage érudit donne ainsi des clés pour expliquer le retard d’une agriculture demeurée extensive et les raisons de la faible innovation. Selon Jacques Brasseul, en dehors des nombreux facteurs tels que l’isolement géographique, les contraintes climatiques ou les difficultés de transport, la stagnation séculaire de l’agriculture s’explique par les risques de l’innovation technique alors que les sociétés sont à la limite de la famine.

On peut toutefois regretter un foisonnement et l’absence d’un fil directeur permettant de mieux sélectionner et de hiérarchiser les informations. Il aurait été utile de mieux préciser l’objectif dès lors qu’il y a consensus, chez les africanistes, pour considérer, à la différence de Friedrich Hegel, que l’Afrique est entrée dans l’histoire. Les référents historiques et les grands récits sont évidemment essentiels pour comprendre les sociétés contemporaines, tant au niveau des représentations et des imaginaires, que des structurations sociales, culturelles, religieuses, politiques et économiques. Les histoires, généralement rédigées par les vainqueurs, font l’objet de controverses ou de regards croisés. L’auteur fait largement abstraction des travaux d’historiens économiques se référant à la tradition de l’École des Annales ou de la *New Economic History* (cliométrie) ou de l’histoire globale. Des séries longues sur des indicateurs économiques auraient été les bienvenus. L’auteur aurait pu également mieux préciser les raisons de ses choix sur une histoire de très longue durée et concernant des Afriques très contrastées. Il minimise, selon nous, le rôle de la violence, des rapports de force, des cicatrices de la violence de l’histoire, des guerres de libération nationale. Sur le plan méthodologique et épistémologique, Jacques Brasseul aurait pu montrer en quoi la pertinence d’une approche historique de l’Afrique par un économiste se justifiait en confrontant le temps de historien (fait d’héritages, de discontinuités et de ruptures) avec le temps de l’économiste, davantage analytique, empirique, formalisé et fléché.

Malgré ces regrets, cette histoire économique constitue un manuel de référence qui fera l’objet de nombreux débats chez les historiens et les africanistes.

**Philippe HUGON**

Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

**Pierre JACQUEMOT**

*L’Afrique des possibles. Les défis de l’émergence*

Paris, Karthala, 2016, 324 pages.

Cet ouvrage est une référence sur les trajectoires passées, contraintes et devenirs possibles du continent africain. Il est organisé en douze chapitres. Les onze premiers traitent des questions démographiques, d’économie agricole, de santé et d’éducation, du fonctionnement des économies urbaines, des enjeux liés à l’intégration régionale, de la question migratoire, du rôle des acteurs internationaux dans le financement des économies, de celui du secteur privé. Le douzième présente les « chemins vers l’émergence ».

En premier lieu, ce livre n’a rien de normatif sur ce que serait, ou devrait être, l’émergence des économies africaines. Il fournit au lecteur des éléments d’analyse, des données quantitatives (malgré la pauvreté des systèmes statistiques nationaux,…). Il fournit, également, des éléments pour un débat qui doit s’organiser au sein des sociétés pour leur devenir, en insistant sur une remarque qui, certes, peut paraître futile, mais pourtant est essentielle : « Rien n’est écrit à l’avance… L’avenir a ses ruses ». C’est donc une réflexion prospective à laquelle nous convie finalement Pierre Jacquemot. Quels sont les futurs possibles ? Les références sont celles des travaux développés au sein de l’équipe Futurs africains de 2003 animée par Alioune Sall, eux-mêmes mis en « miroir » des multiples plans émergences dont se dotent la plupart des pays d’Afrique. Chacun veut que son pays émerge, à l’image le plus souvent des États asiatiques. Toutefois, l’histoire ne peut pas se reproduire à l’identique et les modes d’insertion des économies africaines aujourd’hui ne sont pas ceux de ces économies des années 80 et suivantes. Les contextes nationaux et les jeux internationaux sont très différents et c’est bien sur les risques et les difficultés que cet ouvrage insiste, sans pour autant sombrer dans un afro-pessimisme sans issue, car plusieurs opportunités sont envisagées.

En second lieu, le grand mérite de cet ouvrage est de montrer la complexité des phénomènes économiques et politiques. Il faut construire notre regard nous permettant de comprendre ces réalités africaines et ces dynamiques dont les logiques nous échappent encore. Cette invitation est dans la droite ligne d’une approche hétérodoxe, d’économie politique dont on trouve aisément les racines chez de grands africanistes tel Georges Balandier : les outils de l’anthropologie s’imposent afin de comprendre notamment la structuration politique des sociétés africaines, le fonctionnement des États, les logiques socio-économiques des acteurs dans les villes et les campagnes, etc. Des sujets tout aussi complexes que les précédents, mais beaucoup plus « sensibles », tels que le devenir de la zone franc, font l’objet d’une analyse pertinente. C’est très certainement à partir d’un regard cherchant à décrypter les logiques internes, complexes, que l’on pourra alimenter la réflexion sur les futurs possibles, sachant que l’autre défi sera de « partager » ces réflexions au sein d’espaces politiques, et là…c’est tout un chantier sur les institutions, la démocratie, la place des savoirs dans le débat politique. À de nombreux égards, cet ouvrage devrait nous interroger dans sa méthode et son objet sur le fonctionnement de nos propres sociétés au « Nord »…!

En troisième lieu, cet ouvrage doit nous inciter à ne pas considérer un continent comme figé une fois pour toute. Il y a des dynamiques. À cet égard, les jeux internationaux font l’objet du chapitre 10 intitulé « Les partenaires et les convoitises ». Si les sujets sont bien posés, trois points méritent attention car ils sont en pleine évolution. Le premier porte sur l’exploitation minière. Certes, l’attention portée dans l’ouvrage sur les codes miniers est essentielle, mais aujourd’hui une des questions majeures en Afrique est celle de l’arrêt de l’exploitation de mines (telle celle de Fria en Guinée, ou d’autres au Mali, au Ghana, etc), générant le plus souvent une crise humanitaire et alimentaire de grande ampleur. Plusieurs travaux de chercheurs du GEMDEV (Groupement d’intérêt scientifique pour l’étude de la mondialisation et du développement) en particulier portent sur cette non-soutenabilité des exploitations. Le second porte sur les acquisitions de terres à grande échelle (pp. 243-250). Sujet là encore très sensible, l’ouvrage fonde son analyse sur ce qui est très certainement la meilleure base de données la « landmatrix » : celle-ci est affinée et mise à jour régulièrement et les jeux d’acteurs internationaux montrent après le rush théorique sur les terres après la crise de 2008, la réalité de ces acquisitions et ce qui en est réellement advenu. Là encore, les situations ne sont pas figées. Enfin, concernant les nouveaux partenaires de l’Afrique, on notera que si le Brésil est présenté comme un nouveau bailleur en Afrique, sa présence a été plutôt éphémère et principalement liée à la présidence de Lula… Depuis, les changements politiques au Brésil, le modèle brésilien alliant agro-business et agriculture familiale ne s’exporte plus avec autant de certitudes. Quant à la Chine, son insertion internationale est en plein essor avec « les nouvelles routes de la soie » qui ne laisseront pas l’Afrique de côté ; ce n’est pas uniquement la sécurisation des approvisionnements de la Chine, mais aussi la mise en œuvre d’un projet beaucoup plus global d’intégration des filières de production entre l’Asie, l’Afrique et l’Europe.

En fait, cet ouvrage est une synthèse très utile des principales réflexions socio-économiques et, surtout, une incitation avec ce canevas analytique et méthodologique à continuellement mettre à jour nos connaissances, tant les faits et les comportements évoluent rapidement.

**Jean-Jacques GABAS**

CIRAD, UMR ART Dev, GEMDEV

**Philippe HUGON**

*L'Afrique. Défis, enjeux et perspectives en 40 fiches pour comprendre l'actualité*

Paris, Eyrolles, 2017, 176 pages.

L’ouvrage de Philippe Hugon, économiste africaniste reconnu, professeur émérite à l’Université Paris Ouest Nanterre La Défense et directeur de recherche à l’IRIS, s’inscrit dans le prolongement de *Géopolitique de l’Afrique*, dont nous avions rendu compte précédemment dans cette revue.

À l’instar d’une symphonie, l’ouvrage se décline en quatre parties comprenant chacune 10 chapitres : 10 éclairages différents, 10 principaux défis, 10 principaux enjeux géopolitiques et 10 principaux leviers d’action différents. La bibliographie, parfois incomplète, est classée par sources (revues et sites internet) et par thèmes (pluralité des approches et approfondissement anthropologique, social et politique). Il manque un glossaire et on peut regretter que le format ne soit pas plus compact. Cependant, l’ouvrage est utile, à la fois exhaustif et didactique : le style est fluide et les cartes sont très explicites ; la réflexion nourrie par l’humanisme s’affiche modérément optimiste mais lucide.

L’introduction questionne la pluralité de l’Afrique et des approches (identitaire *versus* universaliste), retrace l’impact différencié de la colonisation française et britannique, analyse les trajectoires économiques depuis les indépendances et conclut prudemment que le retour de la croissance depuis les années 2000 ne favorise pas l’inclusion et n’interdit pas l’accès à la modernité.

La deuxième partie est consacrée aux éclairages qui forment la trame d’une série de constats. La culture, riche patrimoine artistique et linguistique, compose avec l’hybridation ; la religion (musulmane, chrétienne) est au cœur du politique ; la jeunesse (plus de la moitié de la population) souvent désœuvrée ; l’ethnicité demeure un référent majeur, quoique non exclusif ; l’État est souvent kleptocrate et, selon les pays, le régime de gouvernance oscille entre démocratie et dictature ; l’armée est parfois légitime (État de droit) et parfois milicienne ; le sous-développement économique résulte de l’interdépendance de facteurs endogènes et exogènes que la substitution d’importations n’a pas réussi à surmonter ; les économies ne sont pas toutes rentières ; la révolution numérique favorise l’accès à la communication mais ne constitue pas (encore) un outil d’éducation ; l’Afrique, dépendante de l’importation des biens d’équipement, demeure peu insérée dans la mondialisation, à l’exception de quelques pays.

Dans la troisième partie, les défis questionnent les diagnostics. La démographie très vigoureuse résulte d’une transition inachevée ; l’environnement se caractérisé par l’exposition au réchauffement climatique ; l’éducation est marquée par une scolarisation inégale et le chômage des jeunes diplômés ; l’emploi recouvre un salariat limité (10% des actifs) et une faible inclusion des activités en milieu rural ; la sécurité alimentaire est mal assurée ; la pauvreté monétaire diminue, la résilience aussi, tandis que les inégalités s’accroissent sans stimuler la richesse par habitant, contrairement à la prédiction de la courbe de Kuznets ; les écarts de revenus et des indicateurs sociaux entre zone rurale et zone urbaine sont flagrants ; la conflictualité est récurrente dans certains pays et relève d’un emboîtement à l’échelle locale, régionale et nationale ; le terrorisme islamiste se nourrit de la défaillance des États et du terreau fertile d’une jeunesse désœuvrée ; les migrations affectent distinctement les travailleurs non qualifiés et qualifiés, ainsi que les réfugiés, et résultent du différentiel démographique entre l’Europe et l’Afrique.

La quatrième partie identifie les principaux enjeux géopolitiques : la place de l’Afrique comme un acteur croissant au niveau mondial ; les enjeux pour les grandes puissances ; le rôle des puissances émergentes, avant tout la Chine, également le Maroc, la Turquie et l’Inde ; les pays en position de leaders régionaux (Afrique du Sud, Nigeria, Éthiopie, Angola et Maroc) ; les régions (Afrique australe, l’Ouest, l’Est, le Centre, le Sahel, la Somalie et les deux Soudans).

La cinquième partie décline les leviers d’action : un nouveau modèle de développement fondé sur la promotion des petits producteurs urbains et ruraux ; la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité grâce aux réformes de l’aménagement du territoire et de la reconnaissance de droits effectifs : le financement du développement, segmenté entre les banques, la microfinance et les tontines, peut s’inspirer de la finance mutualiste ; la démocratie, souvent patrimoniale, demeure une exigence majeure ; la sécurité des biens et des personnes requiert que le « monopole de la violence légitime » soit assuré par des armées républicaines financées par la communauté internationale ; la priorité à l’environnement passe par une « révolution verte » d’abord à l’échelle locale, dont la durabilité suscite plus de questions qu’elle n’offre de réponses ; l’intégration régionale, économique et politique, doit être renforcée ; l’aide au développement demeure nécessaire ; toutefois, elle ne doit pas se substituer aux dynamiques endogènes et doit prioritairement être affectée aux zones vulnérables ; la décentralisation bute sur le manque de fiscalité locale à laquelle les associations suppléent, au risque de menacer les marchés locaux ; la France et l’Europe conservent un rôle important mais sont concurrencés par d’autres puissances et doivent privilégier des relations à géométrie variable.

La conclusion, très brève, prône une stratégie en zigzag à la Hirschman, ultime questionnement sur la trajectoire de l’Afrique.

**Philippe ADAIR**

Université Paris-Est Créteil, ERUDITE

 

MONDES EN DÉVELOPPEMENT

VOLUME 45 - 2017/3 - n°179

GOUVERNANCE, RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT :

UN NOUVEL ÉCLAIRAGE

**Coordination :** Olivier DAMETTE (Université de Lorraine, BETA-CNRS)

|  |  |
| --- | --- |
| ■ Présentation. Ressources naturelles et développement : un nouvel éclairage entre malédiction des ressources, financiarisation et changement climatique  **Olivier Damette** | 7 |
| ■ Financement des pays riches en ressources naturelles :  le rôle des marchés financiers et des institutions  **Emma Hooper** | 15 |
| ■ De l’instabilité macro-économique à la malédiction des ressources naturelles  **Majda Seghir** | 31 |
| ■ L’influence de l’activité financière sur la volatilité des prix des denrées alimentaires  **Camille Aït-Youcef et Gaye Del Lo** | 45 |
| ■ Croissance économique et seuils hydro-climatiques dans les pays en développement  **Cécile Couharde et Rémi Generoso** | 67 |
| ■ Changement climatique et migrations : les transferts de fonds des migrants comme amortisseurs ?  **Olivier Damette et Mélanie Gittard** | 85 |
| ***VARIA*** |  |
| **~~■~~** Les responsabilités sociétales dans l’histoire de l’exploitation pétrolière au Nigeria  **Hervé Lado** | 103 |
| ~~■~~ Réforme des critères de convergence et cyclicité de la politique budgétaire en Zone franc  **Ibrahima Gacko et Émilie Laffiteau** | **119** |
| ■ Institutionnalisation de l’économie populaire et solidaire en Équateur :  une lecture historique de l’encastrement politique des organisations  **María José Ruiz Rivera et Andreia Lemaître** | 137 | |
| **Notes de lecture**  **Veille internet**  **Mondes en Développement il y a 30 ans**  **Numéros parus** | **153**  **157**  **159** |



*Bulletin d’adhésion 2017*

Je soussigné(e) (Nom, Prénom)

Profession (ou raison sociale)

Adresse personnelle

……………………………………………………………………………………………………………………………

Adresse professionnelle

……………………………………………………………………………………………………………………………

Nationalité………………………............Tél..................................................Fax……………………...……

email

Déclare adhérer ou renouveler mon adhésion à l'ASSOCIATION TIERS-MONDE en qualité de membre actif et verser la somme de :………… **€** en espèces, par chèque bancaire ou postal.

Cotisation annuelle : Etudiant 25 € Normale 100 €

Ami 50 € Soutien ou Institution 150 €

À………………………………………………, le…………………………………………………… Signature

*Les membres de l’Association Tiers-Monde reçoivent :*

1. *- Un reçu fiscal permettant, si vous êtes imposable, de bénéficier d’une réduction d’impôts.*
2. Oui je désire recevoir le certificat fiscal Non je ne souhaite pas recevoir de certificat fiscal
3. *- Le bulletin FP Contact et les Cahiers de l’ATM publiés à l’issue des Journées annuelles.*
4. *- L’information sur les manifestations telles les "Journées sur le développement".*

*À RETOURNER À :*

Jean BROT

6 Les Saules

54230 CHAVIGNY

***Tél : 03 83 47 14 04***

Jean-Brot@orange.fr

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code banque | | Code guichet | | Numéro de compte | | Clé RIB  Domiciliation  CIC PARIS SAINT MICHEL |
| 30066 | | 10121 | | 00010513901 | | 36 |
| IBAN International Bank Account number  Bank Identification Code (BIC)  CMCIFRPP | | | | | | |
| FR76 | 3006 | 6101 | 2100 | 0105 | 1390 | 136 |

Titulaire du compte : Association Tiers-Monde, CIC Paris Saint Michel, 6 boulevard Saint Michel 75006 Paris

1. La première colline est celle du Pouvoir, où se situe la Présidence de la République (Koulouba), et la deuxième est celle du Savoir, où se trouvent la plupart des composantes de l’université (Badalabougou). [↑](#footnote-ref-1)